



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 08 – Du 18 au 24 février 2022

En bref

Afghanistan : Forte chute du PIB par habitant anticipée en 2022 par le bureau de l'Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan.

Bangladesh : Le Bangladesh perd 17 places au palmarès 2022 de l'indice de liberté économique publié par la fondation Heritage. Signature prochaine du *Bangladesh Bhutan India Nepal (BBIN) Regional Transport and Trade Facilitation Program* (Phase 1).

Bhoutan : Etat de la dette publique bhoutanaise au 31 décembre 2021 et prévisions pour 2021/22.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : La SBI réduit les prévisions de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 à 8,8 %. *Finances publiques* : Le déficit du gouvernement central atteint 50,4% au terme des neuf premiers mois de l'exercice en cours. LIC pourrait lancer une introduction en bourse le 11 mars 2022. Collecte record de GST de 1 410 Mds INR en janvier. *Secteur financier* : Les entreprises « zombies » représentent 10 % de la dette totale du secteur des sociétés non financières selon la RBI. *Politique commerciale* : Signature d'un accord de libre-échange entre l'Inde et les Emirats arabes unis. L'Inde pourrait bientôt finaliser les termes de l'ALE avec le Conseil de coopération du Golfe. *Autres informations* : Vedanta et Foxconn vont créer une entreprise commune pour fabriquer des semi-conducteurs en Inde. Le gouvernement dévoile sa politique en matière d'hydrogène. 360 000 nouveaux employés devraient être embauchés par les entreprises informatiques indiennes en 2021/22.

Népal : Réserves du secteur privé sur la stratégie de la Banque centrale. Hausse des exportations d'électricité au S1 2021/22. Seulement 920 M d'aide étrangère au premier semestre 2021/22. Annonce de subventions à venir sur les énergies renouvelables.

Pakistan : Le Pakistan aux prises avec le piège de la dette. Le Gouvernement réduit de moitié le nombre de bénéficiaires de la carte *Ehsaas*. Le gouvernement privatise 96,6 % du capital de *Heavy Electrical Complex* (HEC). Efforts d'austérité dans la compagnie de chemins de fer pakistanaise pour dégager des moyens nécessaires au renforcement des infrastructures dans le fret. Annonce de deux nouveaux projets routiers en PPP. Vers l'autorisation à voler de « *Fly Jinnah* », une filiale d'*Air Arabia* et du groupe *Lackson* ?

Sri Lanka : Lancement d'un programme de réforme de la justice de 19 M EUR financé par l'UE et l'ONU. Aggravation des coupures d'électricité. Légère hausse de l'indice des directeurs d'achat (PMI) dans l'industrie manufacturière. Ralentissement plus marqué pour l'indice PMI services. Pression sur la qualité des actifs des banques en 2022.

Afghanistan

Forte chute du PIB par habitant anticipée en 2022 par le bureau de l'Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan

Selon le [rapport du Special Inspector General for Afghanistan's Reconstruction](#) (SIGAR) mandaté par le gouvernement américain, le PIB par habitant aurait chuté de 650 USD en 2012 à 500 USD en 2020 et chuterait à 350 USD d'ici 2022. Le rapport cite également les chiffres de la Banque asiatique de développement qui anticipe une hausse du chômage de 40% et une baisse de la consommation de 44% et ceux du FMI qui évalue la récession économique en 2021 à 20 à 30% du PIB afghan.

Bangladesh

Le Bangladesh perd 17 places au palmarès 2022 de l'indice de liberté économique publié par la fondation Heritage

Cet [indice](#) fondé sur un ensemble de 12 critères économiques rassemblés sous 4 chapitres a été créé en 1995. Sur les 177 pays classés en 2022 par le think-tank américain, le Bangladesh figure au 137^{ème} rang, avec une note de 52,7/100, sous la moyenne régionale (58,5); il était 120^{ème} en 2021 et noté 56,5. L'Asie du sud est globalement mal classée, et le Bangladesh apparaît derrière le Bhoutan, l'Inde et Sri Lanka. L'indice global a chuté de 61,6 points en 2021 à 60.

La chute marquée en 2022 est principalement causée par les mauvaises performances de l'état de droit (*Rule of law*) avec des notations médiocres sur la propriété intellectuelle (36,3/100), le système judiciaire (28,1) et l'intégrité gouvernementale (22,2).

Signature prochaine du [Bangladesh Bhutan India Nepal \(BBIN\) Regional Transport and Trade Facilitation Program \(Phase 1\)](#)

La Banque mondiale relance l'initiative régionale BBIN (Bangladesh, Bhoutan, Inde et Népal) en proposant un programme de 745 MUSD destiné

à améliorer la logistique portuaire, moderniser les services des douanes, accélérer les échanges de biens et mettre au niveau les infrastructures de transport intra-régionales.

Le prêt en discussion avec le Ministère des finances se décompose comme suit :

- 250 MUSD pour la *Bangladesh Land Port Authority* pour mettre à niveau les infrastructures des ports secs de Benapole, Burimari et Bhomra ;
- 170 MUSD pour accompagner la réforme de la politique commerciale et la tarification douanière, et améliorer les infrastructures physiques des douanes dans les 24 ports secs et 3 ports maritimes ;
- 300 MUSD pour mettre à niveau l'autoroute Sylhet-Charkhai-Sheola-Sutarkandi qui relie les autoroutes transrégionales Asian Highways 1 et 2 (corridor routier Bangladesh-China-India-Myanmar BICM).

Le programme sera finalisé en avril et les discussions s'engageront en mai prochain, pour une signature attendue en juin. Le Bhoutan est membre de l'initiative régionale BBIN mais n'a toujours pas ratifié le traité.

Bhoutan

Etat de la dette publique bhoutanaise au 31 décembre 2021 et prévisions pour 2021/22

Selon les [données](#) du ministère des Finances, la dette publique atteint 239,8 Mds BTN (3,2 Mds USD) et diminue de 0,5% entre octobre et fin décembre sous l'effet du remboursement de titres d'Etat à hauteur de 4 Mds BTN (53 M USD) et de la hausse de la dette externe de 2,9 Mds BTN (38,6 M USD), dont 30 M USD de financements de la Banque asiatique de développement (BAsD) et de 800 M INR (10,6 M USD) de financements hydroélectriques. La dette bhoutanaise s'élève désormais à 126,8% du PIB estimé pour 2021/22 (contre 122,6% un an plus tôt).

La dette hydroélectrique représente 73% l'endettement extérieur total et 85,9% du PIB, elle regroupe les financements de six projets

hydroélectriques: MHPA, Puna-I, Puna-II, Nikachu, Dagachu et Baoshu. Au 31 décembre la dette libellée en INR compte pour 69,7% de l'endettement extérieur dont 95,5% liés à des projets hydroélectriques.

La dette contractée par le gouvernement compte pour 92,8% de l'endettement extérieur et celle des entreprises et banques publiques 4,1%. L'Inde reste le premier créancier du Bhoutan avec 68% de la dette extérieure, suivi de 14% détenus par la BAsD et 12% par la Banque mondiale (IDA). 72% de la dette extérieure est bilatérale. La dette domestique représente 9% du PIB au 31 décembre 2021 (contre 3,5% un an plus tôt).

Compte tenu de la composition de la dette publique bhoutanaise, à majorité hydroélectrique et de long terme, le risque de défaut apparaît faible mais son niveau actuel et l'alourdissement des échéances constituent un défi pour une reprise pérenne de l'économie. En effet, le service extérieur de la dette en 2021/22 est attendu en hausse de plus de 100% en glissement annuel principalement en raison du remboursement des annuités complètes du projet MHPA. Le ratio service de la dette/exportations est également attendu en hausse de 11,7% en 2020/21 à 21,2% en 2021/22 et les remboursements s'accéléreront dès 2026 avec les premières échéances du prêt de la centrale hydroélectrique Punatsangchu-I.

Inde

Indicateurs macro-économiques

La SBI réduit les prévisions de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 à 8,8 %

La *State Bank of India* (SBI) a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 à 8,8 % contre 9,3 % estimés précédemment. La SBI a en outre déclaré que le PIB du pays est susceptible de croître à 5,8% au cours de la période octobre-décembre 2021. Elle a également mentionné que la reprise de l'activité économique intérieure n'est pas encore

généralisée, la consommation privée restant inférieure aux niveaux pré-pandémiques.

Finances publiques

Le déficit du gouvernement central atteint 50,4% au terme des neuf premiers mois de l'exercice en cours

A l'issue des neuf premiers mois de l'exercice (avril-décembre), le déficit budgétaire brut du gouvernement central a atteint 50,4% de la cible budgétée pour 2021/22. Le déficit représente ainsi 7 594 Mds INR (101 Mds USD), contre 15 068 Mds INR en décembre 2020. A cette date, sous l'effet de la crise résultant de la pandémie, le déficit dépassait la cible de 45,5%.

Les dépenses publiques ont augmenté de 10,6% en glissement annuel au terme des neuf premiers mois de l'exercice à 25 211 Mds INR et les recettes de 57,1% en g.a. à 17 617 Mds INR.

Mds INR	Cible 21/22	9M 21/22	% cible	% cible 9M 20/21
Recettes fiscales	15454	14738	95,4%	58,8%
Recettes non-fiscales	2430	2594	106,7%	32,8%
Recettes totales	19764	17617	89,1%	49,9%
Dépenses courantes	29291	21294	72,7%	74,9%
Investissements	5541	3916	70,7%	75%
Dépenses totales	34832	25211	72,4%	74,9%
Déficit public	15068	7594	50,4%	145,5%

LIC pourrait lancer une introduction en bourse le 11 mars 2022

En dépit des tensions sur les marchés en lien avec les anticipations de resserrement de la politique monétaire américaine plus prononcé, la *Life Insurance Corporation of India* (LIC) pourrait lancer son offre publique initiale (IPO) le 11 mars 2022. Selon le projet de prospectus déposé le 13 février auprès du *Securities and Exchange Board of India* (SEBI), environ 316 millions d'actions sont proposées pour un montant estimé à 600 Mds INR (environ 8 Mds USD) ce qui représente 5% du capital de LIC. La conclusion de la vente des

actions de l'assureur par le biais d'une introduction en bourse avant le 31 mars 2022 est essentielle pour que le gouvernement atteigne son objectif de déficit budgétaire de 6,4 % du PIB pour l'exercice en cours.

A noter toutefois, que cette annonce a été faite avant les derniers événements, qui pourraient perturber le calendrier de la privatisation, les deux principaux indices boursiers *BSE Sensex* et *NSE Nifty* ayant chuté de respectivement -4,83 et -4,91% à la clôture des marchés le 24 février.

Collecte record de GST de 1 410 Mds INR en janvier

Il s'agit du septième mois consécutif et du huitième mois depuis le début de l'exercice budgétaire en avril que la collecte dépasse l'objectif mensuel de 1000 Mds INR (13,4 Mds USD). La collecte augmente ainsi de 7,6% en glissement annuel et de 27% par rapport à janvier 2019, avant la pandémie. Ces chiffres témoignent non seulement de la reprise de la consommation mais également de la mise en œuvre de plus en plus efficace de la GST, puisqu'il s'agit du meilleur résultat enregistré, dépassant le précédent record de de collecte observé en avril dernier de 1 420 Mds INR.

Secteur financier

Les entreprises zombies représentent 10 % de la dette totale du secteur des sociétés non financières selon la RBI

En Inde, les entreprises zombies ou perpétuellement déficitaires ont absorbé environ 10 % du crédit bancaire total accordé à l'ensemble des entreprises de l'économie indienne, indique la *Reserve Bank of India* (RBI) dans son bulletin mensuel. On estime également que ces entreprises représentent environ 10 % de la dette totale du secteur des sociétés non financières. L'étude a observé que ces entreprises zombies ont atténué l'efficacité de la politique monétaire en utilisant les ressources empruntées davantage pour leur survie que pour entreprendre de nouveaux investissements.

Politique commerciale

Signature d'un accord de libre-échange entre l'Inde et les Emirats arabes unis

Après une phase de négociation de 88 jours, l'Inde et les Emirats ont signé un accord de libre-échange (ALE) le 18 février 2022 qui entrera en vigueur début mai. Il permettra à la fois de protéger les industries domestiques mais également d'ouvrir un accès aux marchés de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique. L'ALE devrait faire passer les échanges commerciaux entre les deux pays de 60 Mds USD à 100 Mds USD dans les cinq prochaines années. L'accord porte à la fois sur la commercialisation des produits, mais également sur celle des services dont l'objectif est d'augmenter leur part de 15 Mds USD dans les échanges entre les deux pays.

L'ALE avec les EAU est le second plus important accord signé par l'Inde après celui avec l'Île Maurice (février 2021). L'Inde est actuellement en cours de négociation d'ALE avec le Royaume-Uni, l'Europe, l'Australie, Israël et le Canada.

L'accord prévoit que les EAU supprimeront les droits de douanes sur près de 80% des marchandises exportées par l'Inde (représentant 90% des exportations en valeur). A un terme de 5 à 10 ans, 97% des lignes tarifaires seront concernées (99% des exportations indiennes en valeur).

Les principaux secteurs concernés sont les pierres précieuses et la bijouterie, le textile, le cuir, les chaussures, les produits pharmaceutiques, les dispositifs médicaux, les articles de sport et l'automobile. Au-delà des produits, 11 secteurs dans les services sont concernés dont les services aux entreprises, les télécommunications, la construction, l'éducation, le tourisme, les soins médicaux ou encore les services financiers.

D'après le département du Commerce indien, les Emirats arabes unis sont le troisième partenaire commercial de l'Inde avec 68,4 Mds USD d'échanges de marchandises en 2021, soit 7,1% du total des échanges indiens. Les Emirats se classent juste après les Etats-Unis et la Chine, dont les échanges s'élèvent respectivement à 112,6 et 110,5 Mds USD (11,6 et 11,4% du total des

échanges indiens). L'année 2021 marque un rebond des échanges commerciaux entre les deux pays (+62,5%), après la contraction de 16,1% en 2020 soit le pire résultat enregistré par le ministère du Commerce indien.

L'Inde pourrait bientôt finaliser les termes de l'ALE avec le Conseil de coopération du Golfe

Dans la foulée de son accord de libre-échange avec les Émirats arabes unis, les médias laissent entendre que l'Inde conclura un pacte commercial avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG) au cours du prochain exercice. Les rapports suggèrent que les deux parties finaliseront les termes de référence (ToR) en mars. L'accord de partenariat économique global (CEPA) avec les EAU servira de modèle pour la conclusion rapide de cet accord.

Autres informations

Vedanta et Foxconn vont créer une entreprise commune pour fabriquer des semi-conducteurs en Inde

Dans le cadre du programme d'incitations liées aux performances (PLI), l'entreprise indienne *Vedanta* et *Hon Hai Technology Group* (également connu sous le nom de Foxconn) ont créé une coentreprise pour fabriquer des semi-conducteurs en Inde. Il s'agit de la première JV dans le domaine de la fabrication de produits électroniques après la mise en place de la politique PLI, selon un communiqué commun publié par les entreprises. Selon le protocole d'accord signé entre les deux entreprises, Vedanta détiendra la majorité de la JV tandis que Foxconn sera l'actionnaire minoritaire. En décembre 2021, le gouvernement a approuvé un programme PLI pour la production de semi-conducteurs et de panneaux d'affichage dans le pays. L'*India Semiconductor Mission (ISM)* a également été annoncée récemment dans le but d'attirer de gros investissements pour les installations de fabrication en pleine crise mondiale des puces.

Le gouvernement dévoile sa politique en matière d'hydrogène

Cette semaine, le gouvernement a dévoilé la nouvelle politique indienne en matière d'hydrogène vert, promettant une énergie renouvelable moins chère, une exonération des frais de transport d'électricité entre États pendant 25 ans pour les projets mis en service avant juin 2025, des terrains dans des parcs d'énergie renouvelable et des méga zones de fabrication pour aider les industries locales à se sevrer des combustibles fossiles. Cette politique, qui vise à promouvoir l'hydrogène et l'ammoniac verts, facilitera également la mise en réserve de l'énergie verte, qui permet à un producteur d'énergie verte de conserver son excédent d'énergie renouvelable auprès d'une société de distribution d'électricité pendant 30 jours. Elle prévoit également la construction de bunkers près des ports pour stocker l'ammoniac vert destiné à l'exportation.

360 000 nouveaux employés devraient être embauchés par les entreprises informatiques indiennes en 2021/22

Selon une étude de la plateforme d'intelligence cognitive *UnearthInsight*, environ 360 000 jeunes diplômés devraient être embauchés par des entreprises indiennes de technologies de l'information en 2021/22. Malgré la vague de pandémie de coronavirus sévère (Covid-19) survenue ces dernières semaines à l'échelle nationale, l'étude prévoit que les sociétés de services informatiques afficheront une croissance de leur chiffre d'affaires de 12 à 19 % en 2021-22, soit le taux le plus élevé jamais atteint par le secteur.

Népal

Réserves du secteur privé sur la stratégie de la Banque centrale

La *Nepal Rastra Bank (NRB)* a autorisé les banques et les institutions financières (BFI) à accorder des prêts d'un montant maximal de 500.000 NPR (4160 USD) à leurs clients via des plateformes numériques.

La NRB a publié une directive vendredi visant à autoriser les BFI à accorder le montant susmentionné sous forme de prêt aux professionnels qui conservent des dépôts périodiques dans les banques concernées. Le montant du prêt numérique a été fixé à un maximum de 200 000 NPR (1664 USD) pour les autres emprunteurs.

Les emprunteurs peuvent demander de tels prêts par le biais d'applications mobiles ou du portail web géré par les BFI concernés. Selon la Banque centrale, la période de maturité de ces prêts sera de trois ans maximum. Les emprunteurs ont été autorisés à régler le montant du prêt soit en une seule fois à la fin de la période d'échéance, soit par tranches.

Hausse des exportations d'électricité au S1 2021/22

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2021/22 débuté à la mi-juillet 2021, les exportations d'électricité vers l'Inde ont atteint 805 M NPR (6,7 M USD) contre 316 M NPR pour l'ensemble de l'exercice 2020/21. En parallèle les importations ont chuté de 21,8 Mds NPR (181 M USD) en 2020/21 à 2,6 Mds NPR au S1 2021/22. Par conséquent, la *Nepal Electricity Authority*, monopole gouvernemental de distribution d'électricité a annoncé un profit de 12 Mds NPR (99,7 M USD) en six mois après un profit de 6,2 Mds NPR en 2021/22.

Seulement 920 M d'aide étrangères au premier semestre 2021/22

Au premier semestre (mi-juil. – mi-janv.), le Népal n'a reçu que 32% de l'enveloppe d'aide budgétée pour l'exercice 2021/22, selon les chiffres du ministère des Finances. L'aide promise au premier semestre se décompose comme suit : 93,8% en prêt et 6,2% en subventions.

Le gouvernement a revu sa cible pour 2021/22 de 59,9 Mds NPR (497 M USD) à 50 Mds NPR (-16,5%) pour les subventions et de 293,1 Mds NPR (2,4 Mds USD) à 206,5 Mds NPR pour les prêts (29,5). Selon le ministère des Finances, la diminution du montant de l'assistance internationale accentue la pression de la crise et de la pandémie sur l'économie.

Annnonce de subventions à venir sur les énergies renouvelables

Le gouvernement a annoncé des subventions sur les énergies renouvelables dans les zones privées de connexion au réseau national. Dans le cadre de la révision de la *Renewable Energy Subsidy Policy 2022*, le gouvernement a pour objectif de fournir un accès à l'énergie à des communautés ciblées, dont les victimes de catastrophes naturelles ou les ménages peu consommateurs en énergie. Le gouvernement fédéral prendrait en charge 70% et les gouvernements locaux 20% du coût total d'installation de *micro-projets* hydroélectriques et les autorités financeront 60% de l'installation de pompes à énergie solaire.

Pakistan

Le Pakistan aux prises avec le piège de la dette

La dette extérieure culmine à 13 MUSD pour les 7 premiers mois de l'année fiscale 2021/2022. Le ministre des Finances indique qu'environ 82 % des prêts reçus par le Pakistan ont servi à combler le déficit budgétaire (pour 18% utilisés au remboursement des échéances passées). Le FMI pense que le Pakistan parviendra à freiner les émissions d'emprunts dans les mois qui séparent le Gouvernement de la fin de l'année budgétaire. Le FMI indique ainsi que l'endettement extérieur du pays ne devrait passer que de 92 Mds USD au début de l'exercice 2021/2022 à 103 Mds USD (dont 18,4 Mds USD dus à la Chine, hors dette circulaire chinoise) à la fin de l'exercice budgétaire. Le ministre informe l'opinion publique lors d'une conférence de presse d'un prêt commercial (passé inaperçu) de 591 MUSD de la part de la *National Bank of Dubai* obtenu par le Pakistan en janvier.

Le Gouvernement réduit de moitié le nombre de bénéficiaires de la carte *Ehsaas*

Dans cette situation, après que le Gouvernement ait un temps cessé d'approvisionner le compte *Ehsaas* destiné aux besoins d'approvisionnement de la population la plus fragile à moindre coût en essence ou en denrées alimentaires essentielles, annonce que seuls les bénéficiaires de la carte

Ehsaas relevant de la catégorie « très pauvres » pourront bénéficier de prix réduits dans les stations-services ou les épiceries.

Le gouvernement privatise 96,6 % du capital de Heavy Electrical Complex (HEC)

HEC est privatisée après cinq tentatives infructueuses en 2006, 2011, 2013 et 2015. La première privatisation depuis 2015 a été effectuée par cessions de titres de 99,999 PKR le coupon, effectuée en ligne par le Gouvernement à des acheteurs exclusivement pakistanais. L'opération rapporte 79,4 MUSD (1,4 Md USD) au trésor pakistanais. Mori Petroleum, une filiale du groupe Fauji, liée aux fonds de pension de l'armée, garde toutefois une « golden share » de 3,4% dans son capital.

Efforts d'austérité dans la compagnie de chemins de fer pakistanaise pour dégager des moyens nécessaires au renforcement des infrastructures dans le fret

Interrogée par la Commission des transports de l'Assemblée nationale, la *Pakistan Railways* a indiqué avoir réduit le nombre de trains de 70 avant la COVID à 40 aujourd'hui et arrêté de prendre en charge les dépenses d'électricité de ses employés afin de pouvoir notamment se consacrer au développement de la ligne de fret allant du Pakistan en Turquie via l'Iran. Selon la compagnie publique le fret ferroviaire est passé de 15% du volume total de fret en 1980 à 0,8% à la fin 2021.

Annnonce de deux nouveaux projets routiers en PPP

Le Conseil d'administration de l'Autorité chargée du développement des PPP (P3A) a annoncé le lancement prochain de deux appels d'offres pour des concessions autoroutières. Le premier concerne une autoroute de 4 à 6 voies de 306 km appelée M6 qui reliera Sukkur à Hyderabad dans la province du Sindh) et permettra ainsi de relier Karachi à Peshawar via Islamabad et Lahore. Le deuxième projet concerne un axe situé au Punjab de 4 voies sur 117 km entre Kharian et Rawalpindi. Les deux contrats de concessions portent sur une période de 25 ans dont trois ans dédiés à la construction.

Vers l'autorisation à voler de « Fly Jinnah », une filiale d' Air Arabia et du groupe Lackson ?

L'Autorité de l'aviation civile du Pakistan (PCCA) s'est déclarée favorable à l'opération conjointe associant *Air Arabia*, la compagnie aérienne basée à Sharjah au Pakistanais *Lackson Group* au sein du projet de nouvelle compagnie aérienne « *Fly Jinnah* ».

Cet avis favorable de la PCCA est contesté par le transporteur national PIA (*Pakistan International Airlines*) comme étant contraire aux intérêts fondamentaux de l'industrie aéronautique nationale sous le prétexte qu'elle permettrait à une compagnie aérienne étrangère d'augmenter injustement la fréquence et les « slots » aériens internationaux.

L'affaire est remontée au bureau du Premier ministre qui devrait se prononcer prochainement sur l'opportunité d'autoriser « *Fly Jinnah* » de voler au Pakistan.

Sri Lanka

Lancement d'un programme de réforme de la justice de 19 M EUR financé par l'UE et l'ONU

Dans un communiqué joint datant du 21 février, le Ministère de la Justice sri lankais, le PNUD et l'UNICEF ont annoncé le lancement du programme JURE (*Justice Reform*) à Sri Lanka, qui doit s'étendre sur 4 ans et demi et est financé à hauteur de 18 MEUR par l'UE et 1 MEUR par le PNUD et l'UNICEF. Le programme vise à soutenir l'accès de tous à la justice, en particulier des femmes, enfants et personnes vulnérables, à améliorer la transparence, l'indépendance, la redevabilité, la crédibilité, la qualité et l'efficacité du système judiciaire, notamment grâce à l'appui des technologies numériques Il soutiendra par ailleurs la mise en place de mécanismes de résolution des différends commerciaux renforcés, alors que Sri Lanka atteint la 99^e place sur 190 pays dans le classement *Ease of Doing Business* de 2020 de la Banque mondiale, pénalisé notamment par le critère « faire appliquer les contrats » (164^e place, avec une durée moyenne de procédure judiciaire

de règlement des différends commerciaux de 1318 jours).

Aggravation des coupures d'électricité

Du fait de la pénurie de dollars disponibles pour les importations de carburant nécessaires à faire tourner les centrales thermiques de production d'électricité, les coupures se généralisent à Sri Lanka. Ces derniers jours, la moitié *a minima* des besoins quotidiens en carburant n'ont pas été satisfaits, et plus de 500 MW de capacités installées ont ainsi été retirées du réseau. Après des coupures de moindre durée, le *Ceylon Electricity Board* (CEB) a convenu avec le régulateur PUCSL de coupures de 2 à 3h le 22 février, de 4h30 le 23 février et de 4h40 le 24 février, qui atteignent désormais la capitale. Le gouvernement sri lankais a convié les ambassadeurs des pays producteurs de pétrole le 15 mars pour discuter d'une facilité de crédit à long terme pour acheter du carburant.

Légère hausse de l'indice des directeurs d'achat (PMI) dans l'industrie manufacturière

L'indice PMI, publié par la Banque centrale (CBSL), est un indicateur reflétant la confiance des directeurs d'achat vis-à-vis des conditions de marché (PMI >50 indique une expansion). L'indice PMI manufacturier atteint 58,7 points en janvier (+0,6 point par rapport à décembre). Les sous-indices « production » (59,8, +1,8 point) et « nouvelles commandes » (62,2, -3,3 points) restent élevés, et le sous-indice « stock d'achats » croît en proportion (55,7, +3,7 points). Ils sont notamment tirés par les secteurs textile et alimentaire. Le sous-indice « emploi » repasse en territoire positif (55,2, +7,2 points), bien que le secteur textile présente des difficultés accrues à attirer les travailleurs. Le « temps de livraison des fournisseurs » s'allonge à un rythme moindre (56,6, -3,5 points), en partie à cause des obstacles à la validation des documents de transport maritime, aux difficultés d'ouverture des lettres de crédit et à l'encombrement du port. Les attentes concernant l'industrie manufacturière pour les trois prochains mois sont positives, avec notamment l'anticipation d'une amélioration de la situation économique globale.

Ralentissement plus marqué pour l'indice PMI services

L'indice PMI dans le secteur des services est de 57,5 en janvier (-4,9 points par rapport à décembre). Les sous-indices « nouvelles activités » (57,5, - 10,3 points), porté par les secteurs des transports, des services professionnels et services à la personne et de l'éducation, « activités commerciales » (62,0, - 10,8 points), porté là encore par les transports, services professionnels et à la personne, mais aussi le logement et le secteur alimentaire grâce à la reprise du tourisme, signalent une expansion. L'« emploi » (52,0, -1 point) croît, porté par les activités commerciales. Le sous-indice « prévisions d'activité » reste élevé (68,5, -4,3 points), en lien avec la croissance des activités commerciales et le relâchement des contraintes sanitaires, bien que certains répondants aient souligné l'impact des restrictions aux importations et pressions inflationnistes sur leurs activités.

Pression sur la qualité des actifs des banques en 2022

Dans un communiqué, *Fitch Ratings* a souligné le risque accru que les tensions macroéconomiques croissantes et la baisse de la note souveraine font peser sur la capacité de remboursement des emprunteurs, en parallèle du démantèlement progressif fin 2021 de la plupart des mesures d'aide à l'économie prises pendant la pandémie. Les provisions élevées pour dépréciation des prêts parmi les banques notées par Fitch et une hausse de la part des prêts de stade 2 (non douteux, mais avec un risque significativement élevé) signalent la pression accrue sur la qualité de leurs actifs. Leur ratio de prêts de stade 3 (douteux) s'est maintenu depuis 2019 (à 9,4% au T3 2021, 9,5% en 2019), limité par les mesures de soutien à l'économie. La part des prêts couverts par les moratoires a diminué, à 10% du total des prêts au T3 2021 (contre 26% au S1 2020). Fitch prévoit une dégradation des performances économiques de Sri Lanka en 2022, avec une croissance à 2%, et une hausse en valeur absolue des prêts de stade 3, qui pourrait être masquée par la hausse générale du crédit. La détention de la dette souveraine par les banques, en

particulier libellée en devises étrangères (6,5% du total des actifs des banques notées par Fitch au

T3 2021), est signalée comme un autre facteur de risque.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa2	Stable	CCC	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international